

*La corruption au sein de la douane doit préoccuper le ministre des Finances du Bénin, Soulé Mana Lawani. Les partis politiques et les services de douane viennent au premier rang des secteurs les plus touchés par la corruption au Bénin. Ce sont les conclusions d'une enquête commanditée par le gouvernement béninois et l'institut de la banque mondiale au Bénin.*

**Date de publication : 21-01-2008**

**Auteur(s) / source : Gnona Afangbéjji**

L'appréciation des ménages béninois sur la corruption au Bénin est symptomatique de l'appréciation générale de l'opinion publique sur les nids du phénomène au Bénin. D'après une enquête conjointe du gouvernement béninois et de l'institut de la Banque mondiale qui fait actuellement l'objet de dissémination, les hommes politiques et les douaniers sont en tête du peloton des milieux les plus corrompus du Bénin. Selon les ménages interrogés, 80% des enquêtés estiment que les partis politiques constituent le secteur qui entretient le plus la corruption. Viennent ensuite les douaniers (79%), l'administration des impôts (70%), les agents de police chargés de la réglementation de la circulation (62%). Cette enquête qui a travaillé sur une liste de 28 services de l'Etat révèle que les services douaniers recueillent une opinion défavorable de la part de la majorité des personnes interrogées (55%). Les autres services dont elles ne sont pas satisfaites sont dans l'ordre, la justice (45%), la police routière (39%), les impôts et taxes, la police judiciaire, le service d'électricité, le service de fourniture d'eau, les travaux publics, les services d'éducation et les services de santé.

#### **34.739 FCFA par mois de pot de vin**

L'enquête s'est également intéressée à l'appréciation des chefs d'entreprise sur le phénomène de la corruption dans le pays. Selon les acteurs du secteur privé interrogés, la corruption se manifeste très souvent et de façon générale dans les rapports avec l'administration. Il s'agit notamment des demandes d'obtention de licence et permis (72%), les procédures d'obtention de contrat avec les institutions de l'Etat (80%), la mise à jour de la situation fiscale (64%), les poursuites légales dans une branche judiciaire. Les résultats de l'enquête montrent par ailleurs que certains secteurs comme les taxes et les impôts ont un pourcentage élevé de fréquence de corruption, un sur deux contrats, suivi par les services liés à la police. Au niveau de ces services, la fréquence des demandes de paiement non officiel la plus élevée est celle au niveau des polices routière et judiciaire, suivi de la gendarmerie et les services de douane, révèle l'enquête. En termes de montant de pots-de-vin versés au niveau des services de l'administration, les usagers de l'administration estiment qu'ils dépensent en moyenne 34 739 f Cfa par mois. Mais bien qu'ils considèrent la corruption comme étant un problème sérieux, les Chefs d'entreprise interrogés placent la corruption au quatrième rang de leurs préoccupations qui restent dominées par les impôts et réglementation (64%), et la difficulté d'accès au crédit (55%). S'agissant de la recherche de solutions contre la corruption nombreux sont les enquêtés qui ont recommandé l'amélioration de la situation salariale des fonctionnaires, comme pour donner raison à un observateur de la vie socio-politique du Bénin qui dit : « Au Bénin, l'Etat fait semblant de payer des fonctionnaires qui font semblant de travailler. »

Details:

Document Title: **ENQUÊTE SUR LA CORRUPTION AU BÉNIN - Politiciens et douaniers dans le collimateur des ménages**

Document Source: L'Autre Quotidien (Benin)